



Conseil économique et social

Distr. générale
26 septembre 2016
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2017

30 janvier-8 février et 21 février 2017

Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Autonomous Women's Center	3
2. Awaz Centre for Development Services	4
3. Centre for Environment and Development	6
4. Centre for Human Rights	7
5. Centre for Human Rights and Peace Advocacy	8
6. Centre for Social Research	9
7. Centro de Estudios Legales y Sociales	11
8. Centro UNESCO di Firenze	12
9. Cercle de recherche sur les droits et les devoirs de la personne humaine	14
10. Chabad International Jewish Educational and Cultural Network	15

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11.	Chamber of Commerce, Industry and Production of the Argentine Republic	16
12.	Chicago TASC.	17
13.	Children Education and Social Welfare Society.	18
14.	China Care and Compassion Society.	19
15.	China Society for Promotion of the Guangcai Programme	20

1. Autonomous Women's Center

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Fondée en 1993, Autonomous Women's Center (AWC) est une organisation féministe qui travaille aux niveaux national et local en Serbie pour apporter un soutien spécialisé aux femmes victimes de la violence.

Buts et objectifs de l'organisation

AWC encourage les individus et les institutions à réagir à la violence dont les femmes sont victimes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

AWC apporte un soutien psychosocial et juridique aux femmes qui ont survécu à des actes de violence, fournit une formation professionnelle et un appui pour l'élaboration d'un modèle d'action communautaire coordonnée en matière de prévention et de protection contre la violence domestique, assure le suivi de la mise en œuvre des politiques publiques, procède à des travaux de recherche, d'analyse politique, de plaidoyer, mène des activités de sensibilisation des populations et établit des liens avec des réseaux serbes et internationaux liés à la prévention de la violence à l'égard des femmes. AWC encourage aussi activement la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité. Depuis plus de 20 ans, AWC commémore la Journée internationale de la femme, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la Journée des droits de l'homme en organisant des campagnes publiques autour du thème « 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants d'AWC ont assisté à la cinquante-cinquième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et présenté un contre-rapport pour l'examen des deuxième et troisième rapports périodiques de la Serbie au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ses représentants ont assisté et présenté une déclaration écrite à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, au cours de laquelle ils ont rencontré la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, des membres du personnel de la Mission permanente de la République de Serbie auprès de l'Organisation des Nations Unies et le Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et ont pu débattre avec eux des principales questions à l'étude.

AWC a présenté des observations écrites à la quinzième session du Conseil des droits de l'homme à l'occasion de l'examen périodique universel portant sur la Serbie et répondu au questionnaire de la Rapporteuse spéciale relatif à la responsabilité de l'État dans l'élimination de la violence contre les femmes. En 2015, des représentants d'AWC ont participé à une réunion avec le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme à Belgrade (Serbie), et à la dix-septième conférence annuelle Femmes contre la violence – Europe à La Haye (Pays-Bas).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

AWC a conclu des accords de coopération et de consultation avec des organismes des Nations Unies, notamment deux accords de coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) concernant le soutien et la mise en œuvre du Plan d'action du programme de pays de l'UNICEF, deux stratégies nationales dans le domaine de la violence à l'égard des femmes et des enfants, et un contrat de prestation de services-conseil professionnels avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) visant à améliorer l'efficacité et la coordination des services aux victimes de la violence sexiste grâce au renforcement des capacités des organismes chargés de faire respecter la loi pendant la période 2013/2014. AWC a accueilli la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences en tant qu'invitée d'honneur à la conférence sur la manière dont le mouvement féministe a influé sur la politique des pouvoirs publics, qui s'est tenue à Belgrade (Serbie) les 11 et 12 novembre 2013, pour marquer le vingtième anniversaire de l'organisation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été mentionnée.

2. Awaz Centre for Development Services

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Fondé en 1995, AwazCDS-Pakistan est un organisme de développement qui s'intéresse au développement socio-économique et à l'autonomisation politique des communautés marginalisées au Pakistan, en particulier des femmes et des jeunes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'objectif d'ensemble d'AwazCDS consiste à autonomiser les communautés en leur assurant une sécurité socioéconomique et politique dans six domaines du programme : santé, éducation, justice climatique, sécurité alimentaire, réduction des risques de catastrophe et enfin eau et assainissement pour tous.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

AwazCDS a mis en œuvre des programmes dans les domaines ci-après : lutte contre l'extrême pauvreté, autonomisation économique des femmes, éducation fondée sur des compétences pratiques, réduction des risques de catastrophe, secours en cas d'inondations, redressement, appui technique et professionnel.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

AwazCDS a participé aux réunions ci-après organisées par l'ONU :

- Session ordinaire de 2012 du Comité sur les organisations non gouvernementales;
- Quatrième réunion du Groupe d'experts de haut niveau sur le Programme pour l'après-2015 et table ronde sur les moyens de mise en œuvre à Bali (Indonésie), 21-28 mars 2013;
- Quarante-sixième à quarante-huitième sessions de la Commission de la population et du développement;
- Dialogue ministériel Asie-Pacifique sur le thème « Des objectifs du Millénaire au Programme de développement pour l'après-2015 », 26-28 août 2013, organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) à Bangkok (Thaïlande);
- Dialogue ministériel sur les mécanismes de responsabilisation pour l'après-2015, organisé par la CESAP à Bangkok (Thaïlande);
- Sommet des Nations Unies de 2015 consacré à l'adoption du programme de développement durable pour l'après-2015;
- Soixantième session de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

AwazCDS a mené des interventions d'urgence, des programmes de secours, de relèvement rapide et de réadaptation avec le soutien du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et la agriculture (FAO) et du PNUD après des inondations dévastatrices au Pakistan, au bénéfice de 234 000 victimes de ces inondations, et mis en œuvre un programme sur les énergies renouvelables pour venir en aide aux petits exploitants agricoles en installant 34 puits tubulaires actionnés par l'énergie solaire dans la partie sud de la Province du Punjab (Pakistan), au bénéfice de 800 familles.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

AwazCDS a entrepris un programme communautaire d'amélioration des infrastructures à l'appui de l'autonomisation économique des femmes, mis en place des institutions techniques et professionnelles destinées aux jeunes et créé des programmes visant à institutionnaliser la santé procréative et sexuelle et les droits à l'éducation dans les écoles.

3. Centre for Environment and Development

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Le Centre for Environment and Development (CED) dont le siège est à Sri Lanka a été constitué en 1993 pour s'occuper principalement d'initiatives liées au développement durable et à la justice sociale en Asie.

Buts et objectifs de l'organisation

Le CED vise à orienter aux niveaux national, régional et international l'action menée pour sensibiliser les populations et leur expliquer ce que sont le développement durable et la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2012, le CED a entrepris et coordonné la conclusion d'accords de durabilité qui comportaient 14 conventions collectives relatives à des secteurs indépendants. Plus récemment, le CED a travaillé en étroite collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) pour mettre en place le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, le CED a participé aux sessions ordinaires de la Commission du développement durable, à la Conférence Rio+20, aux treizième et quizième sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP13 et COP15). Il a également participé aux réunions à New York sur le développement durable pour l'après-2015 ainsi qu'à plusieurs manifestations régionales, notamment au Forum Asie-Pacifique pour le développement durable pendant la période 2014-2016.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le CED a collaboré de manière régulière avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU et avec la CESAP pour les réunions de la COP, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO). Il a également collaboré avec l'Université des Nations Unies à la préparation de documents destinés à certaines manifestations et avec le bureau des Nations Unies à l'appui de l'initiative Unis dans l'action et de la réalisation des objectifs de développement durable.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le CED a lancé un projet communautaire de production de crin végétal destiné à éliminer la pauvreté en ayant recours à des modes de consommation et de production durables. Ce projet a été élargi en y incluant un fonds de microcrédit, un programme sur l'esprit d'entreprise et un mécanisme de développement des technologies de l'information et des communications.

4. Centre for Human Rights

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Le Centre for Human Rights (CHR) œuvre en faveur de l'éducation en matière de droits de l'homme en Afrique.

Buts et objectifs de l'organisation

Le CHR a pour objectif d'améliorer les droits fondamentaux des femmes, des personnes vivant avec le VIH, des personnes handicapées, des peuples autochtones, des minorités sexuelles et autres personnes ou groupes défavorisés ou marginalisés à travers le continent africain en apportant son soutien aux systèmes de défense des droits de l'homme qui relèvent de l'ONU et de l'Afrique par le biais de la recherche et du renforcement des capacités.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le CHR a accueilli en 2013 une conférence internationale qui portait sur l'élimination des obstacles à une mise en œuvre effective de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées en Afrique, fourni des informations sur l'action menée par les l'Organisation des Nations Unies à inclure dans des programmes universitaires, des programmes de courte durée et des publications, et accueilli la conférence Helen Kanzira sur les droits en matière de santé procréative et sexuelle donnée en 2012 par un ancien Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, le CHR a participé aux sessions annuelles du Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme et a présenté des plans d'action nationaux sur les entreprises et les droits de l'homme en Afrique (2013) et en Afrique du Sud (2015). Le CHR a également participé à une opération de renforcement des capacités dans le domaine de la politique étrangère et des droits de l'homme lors de la vingt-sixième session du Conseil des droits de l'homme (2014) et de la première réunion du Groupe de travail intergouvernemental sur les entreprises et les droits de l'homme qui a eu lieu à Genève (2015).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période considérée, le CHR a appuyé l'action menée par les rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, et a participé aux autres activités ci-après en collaboration avec divers organismes des Nations Unies :

- Accueil d'une réunion des parties prenantes sur l'abrogation des lois qui limitent la liberté d'expression en Afrique, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 6 mai 2012;
- Coorganisation d'un colloque régional sur les discours haineux dirigé par le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, qui s'est tenu à Saly (Sénégal) les 3 et 4 octobre 2012;
- Organisation chaque année du concours mondial Nelson Mandela de simulation de procès, en collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH);
- Coorganisation d'une opération de renforcement des capacités avec le HCDH afin d'améliorer la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (2013);
- Présentation d'un atelier sur la protection de l'espace civique, en collaboration avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association (17 et 18 novembre 2014).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le CHR a organisé des programmes de courte durée sur le développement et l'intégration d'une perspective sexospécifique et accueilli une conférence internationale sur la santé et les droits des femmes en matière de sexualité et de procréation en 2013.

5. Centre for Human Rights and Peace Advocacy

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Le Centre for Human Rights and Peace Advocacy (CHRAPA) est une organisation de défense des droits de l'homme créée en mai 2001.

Buts et objectifs de l'organisation

Cette organisation établit des documents sur les violations des droits de l'homme au Cameroun et suit ces affaires.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Cette organisation a mené des activités concernant les programmes d'accès à l'aide juridique, la lutte contre le trafic des êtres humains, la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la torture, la sensibilisation et l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, enfin la célébration des journées internationales telles que les 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste, la Journée internationale des droits de l'homme, la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage et la Journée mondiale de l'enfance, pour n'en citer que quelques-unes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants du CHRAPA ont participé aux dix-neuvième à trentième sessions du Conseil des droits de l'homme, fait des déclarations orales sur les points les plus importants de l'ordre du jour et organisé des manifestations parallèles. Cette organisation a participé à la cinquante-septième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, au cours de laquelle le Cameroun a présenté ses troisième et quatrième rapports périodiques, et soumis son propre contre-rapport au Comité.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le CHRAPA a reçu une aide financière de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en vue de rechercher une approche axée sur les droits qui permettrait de développer les capacités des autorités traditionnelles au Cameroun pour combattre la violence à l'égard des femmes. Ses représentants ont également participé à un atelier national à l'intention des organisations de la société civile qui s'occupent des droits des personnes handicapées, qui a été organisé du 7 au 9 septembre 2014 à Yaoundé (Cameroun) par le Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été spécifiée.

6. Centre for Social Research

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Le Centre for Social Research (CSR) est depuis 1983 l'une des organisations féminines de pointe dans le domaine de l'action sociale en Inde.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Centre a pour objectif l'autosuffisance des femmes sur le plan socioéconomique et la sensibilisation aux problèmes sociaux, politiques et juridiques.

Changements à signaler

La Directrice du CSR a reçu en 2015 le Lotus Leadership Award en reconnaissance du rôle qu'elle a joué dans les mouvements de défense des droits des femmes.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le CSR siège régulièrement dans des commissions internes de recours comme le prévoit le statut relatif au harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Il a recueilli diverses recommandations de la jeunesse auprès de 10 collèges en Inde en vue de leur examen au titre du Programme d'action de Beijing, dont il a communiqué les conclusions lors d'une manifestation parallèle organisée pendant la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme. Le CSR a formé 2 000 étudiants à la sécurité en ligne et participé au Forum de la société civile pour l'Asie et le Pacifique (Beijing +20), organisé à Bangkok en 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le CSR a participé aux cinquante-sixième à cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme et la Directrice a prononcé à la cinquante-sixième session une déclaration sur l'autonomisation des femmes rurales et a préconisé l'organisation d'une cinquième conférence mondiale sur les femmes.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période étudiée, le CSR a mené des actions de sensibilisation à la problématique hommes-femmes et au travail des enfants auprès de 3 500 hommes et garçons avec l'aide de l'UNICEF, réalisé en 2013 une étude sur la violence contre les femmes dans la politique avec l'aide d'ONU-Femmes, mené en 2015 des actions de sensibilisation à la problématique hommes-femmes auprès de 200 cadres des services de police avec l'aide d'ONU-Femmes et de la Commission nationale des droits de l'homme, sensibilisé à la problématique hommes-femmes dans la vie politique des parlementaires du Bhoutan avec l'appui du Bureau régional pour l'Asie du Sud d'ONU-Femmes, et réalisé une étude sur la violence sexuelle et sexiste parmi les réfugiés avec le soutien du Conseil des droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le CSR a entrepris la constitution d'un groupe de plaidoyer en faveur du leadership des femmes et appuyé la réservation de 33 % des sièges au Parlement pour des femmes, organisé Women Power Connect, réseau d'environ 1 300 ONG s'intéressant aux questions féminines aux niveaux régional et national. Il a entrepris l'exécution d'un programme sur la conservation de l'eau et le changement climatique avec 150 élues représentant le Radjastan, mis en œuvre le projet STEP destiné à relever le statut socioéconomique des femmes, créé des groupes de surveillance communautaires pour l'exécution du projet « Meri Shakti Meri Beti » dans 7 districts au Haryana, afin de s'attaquer à la question des avortements sélectifs, formé des femmes et des filles aux techniques d'autodéfense avec l'appui de la police, créé cinq centres de gestion des crises à Delhi afin de fournir une assistance aux femmes victimes de violence domestique, et mis en place un centre d'intervention spécial pour soigner les victimes en cas de viol.

7. Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS) Asociación Civil

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Le Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS) Asociación Civil, qui est une association civile, s'emploie à renforcer les droits de l'homme en Argentine par la voie judiciaire.

Buts et objectifs de l'organisation

Le CELS a pour objectif d'améliorer les politiques publiques en Argentine en particulier, et en Amérique latine en général, ainsi que les normes juridiques régionales et mondiales en matière de droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le CELS a collaboré à l'élaboration de normes internationales telles que les principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales et les « Règles Nelson Mandela », contribué à l'inscription de nouvelles questions au programme mondial des droits de l'homme, comme par exemple les droits des paysans et les répercussions de la dette souveraine sur les droits de l'homme, et participé au suivi de la situation des droits de l'homme en Argentine.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, le CELS a notamment participé aux réunions ci-après :

- Session de 2012 du Comité des droits des personnes handicapées, au cours de laquelle il a présenté un contre-rapport sur la situation des droits de l'homme en Argentine;
- Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement;
- Échanges interactifs avec le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, entre septembre 2014 et septembre 2015;
- Groupe intergouvernemental d'experts sur la révision de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, en février 2012 et octobre 2013;
- Vingt-deuxième à trentième sessions du Conseil des droits de l'homme;
- Table ronde d'experts du HCDH sur l'interprétation de la définition élargie du terme « réfugié » qui figure dans la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés de 1984, en octobre 2013;

- Deuxième consultation d'experts sur les droits de l'homme aux frontières internationales organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) en novembre 2013;
- Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, lors de la vingt-sixième session du Conseil des droits de l'homme;
- Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes organisée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) en juin 2015.

Le CELS a également participé en tant qu'intervenant et coorganisé des manifestations parallèles pendant les vingt-huitième et trentième sessions du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le CELS a présenté des communications au Conseil des droits de l'homme sur les directives relatives à la protection internationale des personnes fuyant un conflit armé et autres manifestations de violence, et à la consultation organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au sujet des répercussions de peines de prison excessives et de la surpopulation carcérale. Il a coorganisé à Buenos-Aires, en novembre 2015, une consultation avec le Rapporteur spécial sur le logement convenable; en mai 2014, la Réunion régionale d'experts sur la sécurité et l'usage de la force s'est réunie avec l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Il a également apporté un soutien psychologique aux victimes de la torture en Argentine, en collaboration avec le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture et apporté sa contribution à l'étude du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme sur les fonds voutours et leurs répercussions sur les droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le CELS a collaboré à l'élaboration d'une déclaration sur la dette étrangère et son impact sur les droits de l'homme, qui a été signée par plus de 100 organisations sociales (septembre 2014).

8. Centro UNESCO di Firenze

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Le Centro UNESCO di Firenze s'emploie, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à promouvoir les droits de l'homme, la tolérance interculturelle et la sauvegarde du patrimoine mondial.

Buts et objectifs de l'organisation

Cette organisation a pour objectif de promouvoir les idéaux de l'UNESCO, qui consistent à « contribuer au renforcement de la paix, à l'élimination de la pauvreté, au développement durable et au dialogue entre les cultures par l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information » (UNESCO, Constitution de 1945).

Changements à signaler

Cette organisation a modifié son nom, qui est devenu Centre pour l'UNESCO de Florence, et a également modifié ses statuts.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune contribution n'a été spécifiée.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de cette organisation ont participé aux trente-septième et trente-huitième conférences générales de l'UNESCO.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Cette organisation a collaboré avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) afin de diffuser des livres et des brochures sur la prévention du VIH/sida et la sensibilisation à cette maladie. Elle a collaboré activement avec le bureau de l'UNESCO à Florence et organisé des manifestations avec l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement ainsi qu'avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Cette organisation a créé le projet « LearnETHailand » pour fournir des professeurs d'anglais à des écoles rurales situées dans le sud de la Thaïlande. Par le biais de « Effetto Farfalla and Gioco delle Differenze » de projets locaux et de lectures de poèmes, l'organisation a enseigné l'égalité des sexes et les droits des femmes aux élèves d'écoles primaires et secondaires à Florence.

9. Cercle de recherche sur les droits et les devoirs de la personne humaine

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Le Cercle de recherche sur les droits et devoirs de la personne humaine (CRED) est un institut de recherche international composé d'une équipe de recherche multidisciplinaire sur les questions essentielles du droit et des relations internationales.

Objectifs

CRED est une organisation humanitaire, apolitique et sans but lucratif qui vise à fournir des solutions innovantes sur les questions liées à la démocratie, la discrimination, la gouvernance, le terrorisme, les migrations internationales, le changement climatique et les phénomènes de mort volontaire par le biais de la recherche, le plaidoyer, l'éducation et l'information.

Changements à signaler

L'option de créer des associations dans les différents pays a été refusée. Les Statuts prévoient des conseillers généraux ou des représentants permanents qui représentent le Président et le Conseil supérieur du CRED auprès des États Membres de l'ONU et des organismes du système des Nations Unies.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Dans le cadre de son programme de lutte contre la discrimination nationale, le CRED a mis en œuvre 50 recommandations et résolutions sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) au Cameroun;
- CRED a participé au Séminaire de la Commission rwandaise des droits de l'homme et la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme (UNCHR), sur le « Rôle des institutions nationales des droits de l'homme et d'autres mécanismes nationaux » dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, à Kigali, Rwanda, 28-29 septembre à 2015;
- UNCHR a apporté une contribution financière de 200 CHF au CERD lors d'un gala de charité organisé par CRED à Genève le 5 décembre à 2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

CRED a participé aux réunions ci-après :

- La réunion annuelle des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme avec les ONG en octobre 2014;
- Quatre-vingt cinquième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) le 18 août 2014 concernant l'examen des 19^e au 21^e rapport sur le Cameroun;

- Réunion de la CEDAW, le 12 février 2014;
- Quatrième session de l'examen et 5^e rapports périodiques sur le Cameroun lors de l'examen périodique universel en 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

CRES a demandé au CERD à visiter le Cameroun pour surveiller les activités sur la composition ethnique de la population du Cameroun.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre du programme, le CRED a lancé les initiatives suivantes :

- L'échange et l'intégration de 1 000 personnes handicapées dans le marché du travail au Cameroun éducatif;
- Opération « 100 titres fonciers à 100 indigènes à 2018 » au Cameroun;
- Opération « 100 des titres fonciers pour 100 femmes en 2018 » au Cameroun; et
- Création d'un centre de soutien psychosocial national et de l'aide juridique aux victimes de discrimination.

10. Chabad – International Jewish Educational and Cultural Network

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Chabad est un réseau juif international sur l'éducation et la culture qui regroupe plus de 3 000 institutions dans 80 pays.

Buts et objectifs de l'organisation

Cette organisation se consacre à améliorer le bien-être physique de personnes défavorisées avec l'aide de services sociaux et de programmes de réhabilitation.

Changements à signaler

Depuis 2012, de nouveaux centres ont été ouverts dans six pays.

Contribution à des activités des Nations Unies

Chabad dirige des écoles maternelles, élémentaires et secondaires, des camps de jour, des centres culturels communautaires et des centres d'intervention d'urgence, de réponse immédiate aux catastrophes, d'hébergement et d'aide alimentaire temporaires, de soins médicaux, de services de consultation professionnels individuels et collectifs aux enfants orphelins, des services d'aide aux victimes, à la réinstallation et à la reconstruction, le sauvetage et l'évacuation, l'aide pour les funérailles et l'inhumation, la coordination et la formation des bénévoles et le soutien aux enfants et aux adultes qui ont des besoins particuliers.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Chabad a participé à la cinquantième session de la Commission du développement social, aux cinquième à septième sessions de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, au Dialogue de haut niveau et à l'audition informelle interactive sur les migrations internationales et le développement, à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement, à la quarante-huitième session de la Commission de la population et du développement, à la quatorzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones et au Forum mondial sur l'éducation de 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Cette organisation a coordonné avec le Bureau des Nations Unies pour les partenariats l'organisation et le développement du Sommet mondial Nexus sur le jeunesse, aidé le Bureau de la coordination des affaires humanitaires à mettre en place des partenariats et à coordonner les secours à la suite du tremblement de terre survenu au Népal en mai 2015 et de l'ouragan qui a frappé la Dominique en août 2015, et coordonné avec le Département des affaires politiques de l'ONU la défense des intérêts des minorités et des personnes déplacées dans le nord de l'Irak et en Syrie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Cette organisation a collaboré avec Kiva, le plus important organisme de prêts gratuits en ligne à venir en aide aux petits entrepreneurs pour contribuer à éliminer la pauvreté dans les pays en développement.

11. Chamber of Commerce, Industry and Production of the Argentine Republic

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Chamber of Commerce, Industry and Production of the Argentine Republic (CACIPRA) a été fondée le 14 août 1913 par un groupe d'hommes d'affaires convaincus de l'intérêt et de la force de la libre entreprise pour nourrir et protéger la société civile.

Buts et objectifs de l'organisation

La CACIPRA a pour objectif d'encourager l'esprit de partenariat parmi les membres des secteurs du commerce, de l'industrie et de la production en Argentine.

Changements à signaler

La CACIPRA a créé un campus virtuel pour aider ses membres et les étudiants de son institut des hautes études.

Contribution à des activités des Nations Unies

La CAPRICA publie un bulletin d'information et un magazine bimensuel afin de diffuser des informations sur les activités, les objectifs et les programmes de l'ONU. Les numéros les plus récents traitaient de questions telles que la lutte contre le paludisme, les résultats obtenus dans la lutte contre la méningite en Afrique, l'Instance permanente sur les questions autochtones, le remplacement de la culture des feuilles de coca par la culture du cacao; plusieurs numéros ont porté sur l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette organisation a également coordonné la participation par les étudiants à la commémoration de diverses journées internationales des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La CAPRICA a participé à la cinquantième session de la Commission du développement social, aux soixante-huitième et soixante-neuvième sessions de la conférence de la Chambre de commerce et à la soixante-dixième conférence annuelle du Département de l'information de l'ONU pour les organisations non gouvernementales sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été spécifiée.

12. Chicago T.A.S.C. Inc.

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Depuis 1976, Chicago T.A.S.C. Inc. s'emploie avec des familles, des organisations et des services publics à créer des collectivités saines et sans danger pour aider les individus à surmonter des maladies d'addiction et autres maladies comportementales et leurs conséquences.

Buts et objectifs de l'organisation

TASC est déterminée à réduire le nombre d'incarcérations en offrant des solutions de remplacement raisonnables.

Changements à signaler

TASC a ajouté des services de traitement à son suivi médical.

Contribution à des activités des Nations Unies

TASC collabore avec de nombreuses organisations à travers les États-Unis pour promouvoir des politiques humanitaires et progressistes en matière d'addiction, de traitement, de guérison et de justice pénale, de VIH/sida et autres

questions de santé et de sécurité publiques. Cette organisation a facilité le débat avec les principaux groupes intéressés concernant l'action menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), le rôle et l'objectif de la Commission des stupéfiants, et ses liens avec le Conseil économique et social, les objectifs des conventions et des accords internationaux relatifs aux stupéfiants et à toutes les recommandations de caractère général qui s'y rattachent, et enfin la finalité de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue en 2016. TASC a également participé à des activités locales et nationales destinées à marquer la Journée mondiale de la lutte contre le sida ainsi que, tous les ans en septembre, les manifestations organisées par la Direction des services de la santé mentale et de la prévention et du traitement de l'abus des drogues des États-Unis (National Recovery Month).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

TASC a assisté et participé aux cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission des stupéfiants.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

TASC a mené des enquêtes nationales et locales et mis au point des typologies permettant de soustraire au système de la justice les personnes présentant des troubles comportementaux pour les soumettre à un traitement communautaire et au système de santé publique. Cette organisation a mené le débat national sur les activités « prohibées » et s'est employée avec les services de répression à mettre au point d'autres options avant de procéder à l'arrestation et à la traduction en justice des personnes qui souffrent de désordres comportementaux.

13. Children Education and Social Welfare Society

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Children Education and Welfare Society (CEWS) est une organisation philanthropique créée en 1998 pour venir en aide aux populations les plus défavorisées, marginalisées et vulnérables de kutchi abadis (communautés défavorisées) au Lahore, au Pakistan, et dans des régions éloignées du sud du Punjab, et à Dera Ghazi Khan.

Buts et objectifs de l'organisation

La CEWS vise à mettre à profit l'éducation et les soins de santé pour soulager les souffrances des membres les plus vulnérables de la société, en particulier les pauvres et les femmes et les enfants abandonnés.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, la CEWS a continué à administrer une clinique de santé maternelle et à suivre et évaluer les services de protection des droits des femmes et des écoles remises en état. Elle a également créé un réseau de 50 associations locales, dont une chargée d'éduquer et d'autonomiser les femmes et de s'attaquer à des questions telles que celles touchant les droits fondamentaux, la violence, la justice et la planification de la famille. La CEWS s'intéresse au développement des infrastructures, y compris aux systèmes d'assainissement, aux routes et voies de circulation, aux transports et à l'enlèvement des déchets liquides et solides. Elle participe à des campagnes de prévention contre le VIH/sida en faisant appel à la localisation, à des services de conseil, de dépistage et d'orientation des personnes touchées par le VIH/sida, et au renforcement des capacités des bénévoles et des travailleurs communautaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La CEWS a créé un hôpital de 30 lits et un collège de médecine homéopathique dans le district de DG Khan au Pakistan, de même qu'un établissement d'enseignement axé sur l'emploi, notamment sur le développement des compétences et l'entrée sur le marché du travail, à l'intention des enfants orphelins/dans la rue/non scolarisés à Mouza Kora Pind et Mouza Chung, au Lahore. La CEWS a également créé un centre de santé maternelle et néonatale à Mouza Keer Khurd, au Lahore, un établissement d'enseignement de type non scolaire pour les enfants roms à Gohawa Moore, Bedian Road, au Lahore, une école professionnelle (couture) pour les femmes et les filles à Nai Abadi Gohawa et centre de formation à l'informatique pour les femmes à Kohaar Bhatta, Bedian Road, au Lahore.

14. China Care and Compassion Society

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

La China Care and Compassion Society (CCCS) a été créée pour s'occuper de la santé physique et mentale des personnes.

Buts et objectifs de l'organisation

La CCCS se consacre à créer des communautés et des familles harmonieuses par le biais de la formation, de l'éducation et de la promotion d'un développement soutenable et coordonné de la société.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La CCCS a contribué à l'examen périodique universel de la Chine par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Après les tremblements de terre d'avril 2013 et d'août 2014, elle a participé à l'organisation des efforts de relèvement et a distribué des exemplaires de son manuel sur la prévention des maladies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La délégation de la CCCS a participé à la soixante-cinquième conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2012, la CCCS a publié un livre sur la santé et la sagesse et, en 2015, elle a publié un manuel sur la santé cardiovasculaire. Environ 5 000 exemplaires de l'un et de l'autre ont été distribués aux écoles et aux résidents de la communauté. Au cours de la période considérée, la CCCS a parrainé le Forum annuel sur la santé des femmes qui a eu lieu à Beijing (Chine), au cours duquel des experts en médecine ont fait part de leurs connaissances à des milliers de résidents. En 2015, la CCCS a procédé à une enquête pour évaluer les connaissances des habitants de Beijing dans le domaine médical. Par ailleurs, en septembre 2015, la CCCS a collaboré avec l'Université de Beijing en vue d'organiser le festival de la science au cours duquel 1 200 enseignants et élèves du cycle primaire ont pu participer à des activités scientifiques.

15. Société chinoise pour la promotion du Programme Guangcai

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

La Société chinoise pour la promotion du Programme Guangcai a été créée en avril 1994 pour contribuer à réduire la pauvreté.

Buts et objectifs de l'organisation

L'objectif du Programme Guangcai est d'atteindre à la prospérité et d'éliminer la pauvreté.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

La Société a participé activement à plus de 20 programmes d'intérêt public et à diverses activités avec le soutien des fonds spéciaux Asahi Kasei pour la protection de l'eau et de l'environnement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le conseil de la Société a lancé la campagne publicitaire en vue de la première Journée discrimination zéro avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Société a organisé les activités du programme Guangcai à titre de contribution essentielle à l'élimination de la pauvreté.

- Le 17 octobre 2014, la première fois que la Chine participait à la Journée de lutte contre la faim à l'échelle nationale, la Société a coorganisé une manifestation au cours de laquelle 36 entrepreneurs privés ont lancé une initiative en faveur d'une participation active à une réduction de la faim dans la société.
- Le 17 octobre 2015, la Société a coorganisé à Beijing, avec l'association « Des entreprises pour des villages », un projet spécifique de réduction de la pauvreté en vue de créer entre 10 000 entreprises privées et 10 000 villages pauvres des liens qui permettraient d'accélérer l'élimination de la pauvreté d'ici trois à cinq ans.